

**Arrêté n° 2025-PREF/DCPPAT/BUPPE/421 du 26 décembre 2025
portant prescription de mesures complémentaires à la société Enviro-Conseil et Travaux
(ECT) pour les travaux de réaménagement de la carrière aux lieux-dits « Les Houdoux » et
« Les Rochettes de Granville » sur le territoire de la commune du VAL-SAINT-GERMAIN
(91530), et au lieu-dit « Terres à pot » sur le territoire de
la commune d'ANGERVILLIERS (91470)**

LA PRÉFÈTE DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 511-1 et R. 181-45,

VU le décret du 27 août 2025 portant nomination de Mme Fabienne BALUSSOU, en qualité de préfète de l'Essonne,

VU le décret du 21 octobre 2025 portant nomination de M. Johann MOUGENOT, en qualité de secrétaire général de la préfecture de l'Essonne, sous-préfet d'Evry,

VU l'arrêté préfectoral n° 2025-PREF-DCPPAT-BCA-418 du 19 décembre 2025 portant délégation de signature à M. Johann MOUGENOT, secrétaire général de la préfecture de l'Essonne, sous-préfet de l'arrondissement de chef lieu,

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières,

VU l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées,

VU l'arrêté préfectoral n° 2007.PREF.DCI3/BE.0075 du 6 avril 2007 portant autorisation à la société WIENERBERGER d'exploiter une carrière d'argile à ciel ouvert sur le territoire des communes d'ANGERVILLIERS et du VAL-SAINT-GERMAIN, pour une durée de 14 ans,

VU l'arrêté préfectoral n° 2021-PREF/DCPPAT/BUPPE/153 du 21 juin 2021 portant imposition de prescriptions complémentaires à la société WIENERBERGER pour l'exploitation des ses installations situées lieu-dit « La Muette » à ANGERVILLIERS (91470) et aux lieux-dits « La Patte d'Oie », « Houdoux » et « Les Rochettes de Granville » au VAL-SAINT-GERMAIN (91530), et prorogeant de six mois l'autorisation d'exploiter,

VU l'arrêté préfectoral n° 2021-PREF/DCPPAT/BUPPE/188 du 29 juillet 2021 portant autorisation de changement d'exploitant au profit de la société Environ-Conseil et Travaux (ECT), pour l'exploitation de la carrière à ciel ouvert d'argile située au lieu-dit « La Muette » sur la commune d'ANGERVILLIERS et aux lieux-dits « La Patte d'Oie », « Les Houdoux » et « Les Rochettes de Granville » sur la commune du VAL-SAINT-GERMAIN,

VU l'arrêté préfectoral n° 2021-PREF/DCPPAT/BUPPE/202 du 5 août 2021 portant imposition à la société ECT de mesures de mise en sécurité et de mesures d'urgence prises à titre conservatoire pour

l'exploitation de la carrière à ciel ouvert d'argile située aux lieux-dits « La Muette » à ANGERVILLIERS, et aux lieux-dits « La Patte d'Oie », « Les Houdoux » et « Les Rochettes de Granville » au VAL-SAINT-GERMAIN,

VU les constats de la visite du 7 juin 2023,

VU le dépôt d'un porter à connaissance en novembre 2023 complété en avril 2025,

VU l'avis conjoint des services de l'architecte des bâtiments de France et de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) d'Île-de-France (service nature, paysages et ressources), en date du 7 octobre 2024,

VU le retour de l'exploitant en date du 16 décembre 2024,

VU l'étude ARANA (référéncée rapport AESA1709), en date du 16 février 2024 : étude de faisabilité hydrogéologique et hydrochimique du site en vue de recevoir des déchets K3+,

VU la tierce expertise GINGER BURGEAP (rapport référencé 1106155-02/IF1500049 MTH/DVB/AC) en date du 5 décembre 2024 relative à l'étude de faisabilité en vue de recevoir des déchets K3+,

VU l'avis de l'architecte des bâtiments de France en date du 28 août 2025,

VU l'avis du service nature et paysage de la DRIEAT en date du 4 septembre 2025,

VU le relevé de conclusions à l'issue de la réunion du 14 octobre 2025 à la mairie du VAL-SAINT-GERMAIN,

VU les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 11 juillet 2025,

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 28 novembre 2025,

VU le projet d'arrêté préfectoral portant prescription de mesures complémentaires, notifié à la société ECT le 22 décembre 2025, dans le cadre de la procédure contradictoire,

VU le courriel de réponse de l'exploitant en date du 24 décembre 2025, indiquant son absence d'observation sur ce projet d'arrêté,

Considérant le dépôt d'un porter à connaissance de la société ECT pour modifier les conditions de réaménagement de la carrière,

Considérant le volume de matériaux nécessaires pour terminer le comblement de la carrière (environ 155 000 m³),

Considérant que ce volume de matériaux n'est pas disponible au sein du site anciennement exploité,

Considérant que l'exploitant n'était pas jusqu'ici autorisé à faire appel à des apports extérieurs à la carrière,

Considérant que l'exploitant prévoit le comblement sur une période s'étalant au minimum jusqu'au 6 avril 2026,

Considérant que le comblement vise à répondre à une question de sécurité,

Considérant que le comblement n'a pas pour objectif de créer une installation de stockage de déchets inertes,

Considérant que le comblement vise à atteindre la côte des terrains avoisinants tout en intégrant au mieux le modelé à son environnement immédiat,

Considérant qu'il est nécessaire de proroger l'arrêté d'autorisation encadrant la carrière et sa remise en état afin de permettre le réaménagement complet de la carrière,

Considérant que les activités d'extraction de la carrière ont cessé et que les travaux de réaménagement de la carrière sont prévus d'être finalisés au 31 décembre 2026,

Considérant qu'il est nécessaire de modifier les conditions de remise en état de la carrière,

Considérant les enjeux en termes de sécurité du public,

Considérant les conclusions de la tierce expertise,

Considérant la nécessité de tenir compte des corridors écologiques et des voies préférentielles de déplacements de la faune,

Considérant les milieux recréés au sein de l'ancienne carrière,

Considérant la nécessité de tenir compte des enjeux paysagers liés à la préservation des sites inscrits " Vallée de la Rémarde " et " Extension du site de la vallée de la Rémarde " dans lesquels se situe le projet,

Considérant les difficultés de circulation sur le hameau du Marais liées aux activités économiques implantées sur les communes du VAL-SAINT-GERMAIN et d'ANGERVILLIERS,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er}:

La société ECT (ENVIRO-CONSEIL ET TRAVAUX) SAS, désignée exploitant dans le présent arrêté, dont le siège social est localisé D 401, 20 route du Mesnil Amelot 77230 VILLENEUVE-SOUS-DAMMARTIN, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour la carrière aux lieux-dits « Les Houdoux » et « Les Rochettes de Granville » sur le territoire de la commune du VAL-SAINT-GERMAIN (91530), et au lieu-dit « Terres à pot » sur le territoire de la commune d'ANGERVILLIERS (91470).

Article 2 : Portée de l'arrêté

L'exploitant est autorisé à exploiter dans le cadre du comblement de la carrière les parcelles suivantes :

Section	Numéro	Commune	Lieu-dit	En partie/ Entière	Surface parcelle (en ha)	Surface du projet (en ha)	Surface exhaussée (en ha)
A	831	Le Val-Saint-Germain	Houdoux	En partie	13,3	12,9	11,0
A	1614	Angervilliers	Terres à pot	En partie	7,2	0,5	/
A	1005	Le Val-Saint-Germain	Houdoux	En partie	2,3	2,1	/
ZA	31	Le Val-Saint-Germain	Les Rochettes de Granville	En partie	4,1	3,5	/
Total (ha) :					26,9	19,0	11,0

L'apport de matériaux inertes sur le site ne dépasse pas la surface de 11,0 ha, dont 6,5 ha maximum pour les déchets dits K3+. Cet apport de déchets dits K3+ n'est autorisé que sur la parcelle A 831. Sur les parcelles A 1005 et ZA 31, seul du régilage et modelage de matériaux déjà présents est autorisé.

Le volume d'apport total est limité à 155 000 m³ de déchets inertes dont 100 000 m³ au maximum de déchets dits K3+.

Article 3 : Bande d'isolement parcelle A831

L'exploitant, dans le cadre des travaux de comblement, doit laisser intacte une bande de 20 m de large sur le flanc Est de la parcelle A831. La végétation déjà en place sur cette zone de 6 000 m² environ est préservée.

Les seuls travaux autorisés dans cette zone sont la mise en place si nécessaire d'une rigole (fossé) de collecte des eaux de ruissellement.



Article 4 : Comblement

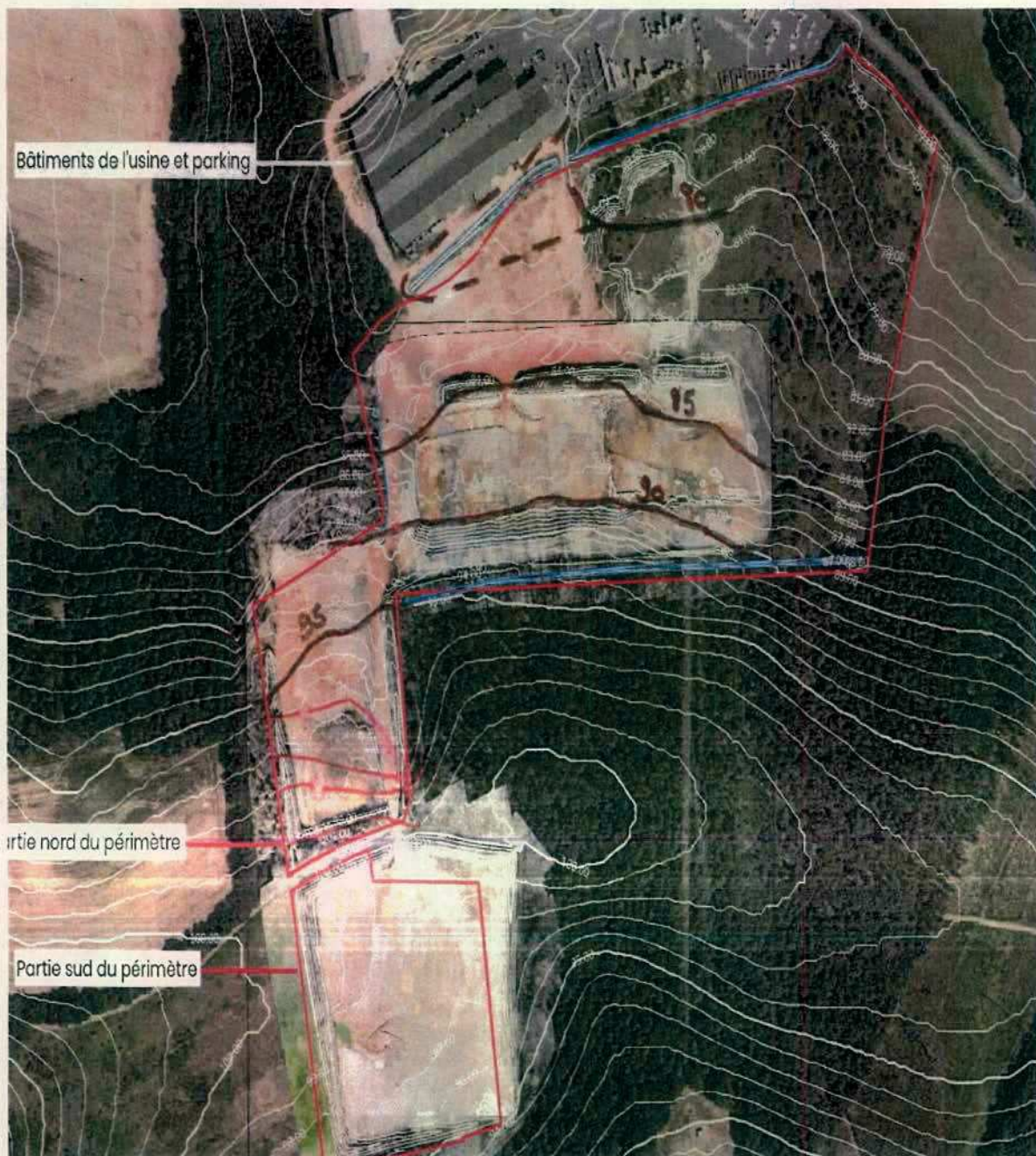
A/ Les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mesures de sécurité et de mesures d'urgence du 5 août 2021 et en particulier son article 2 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Le remblaiement/comblement des plans d'eau résiduels peut être réalisé avec les déblais issus de l'excavation de la carrière ainsi qu'avec des déblais provenant de l'extérieur de l'emprise de la carrière. Dans le cas d'apport extérieur, les matériaux doivent suivre la procédure spécifiée à l'article 5 et l'arrêté ministériel du 12/12/2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

La côte NGF des terrains remblayés ne doit pas dépasser la côte NGF des terrains adjacents.

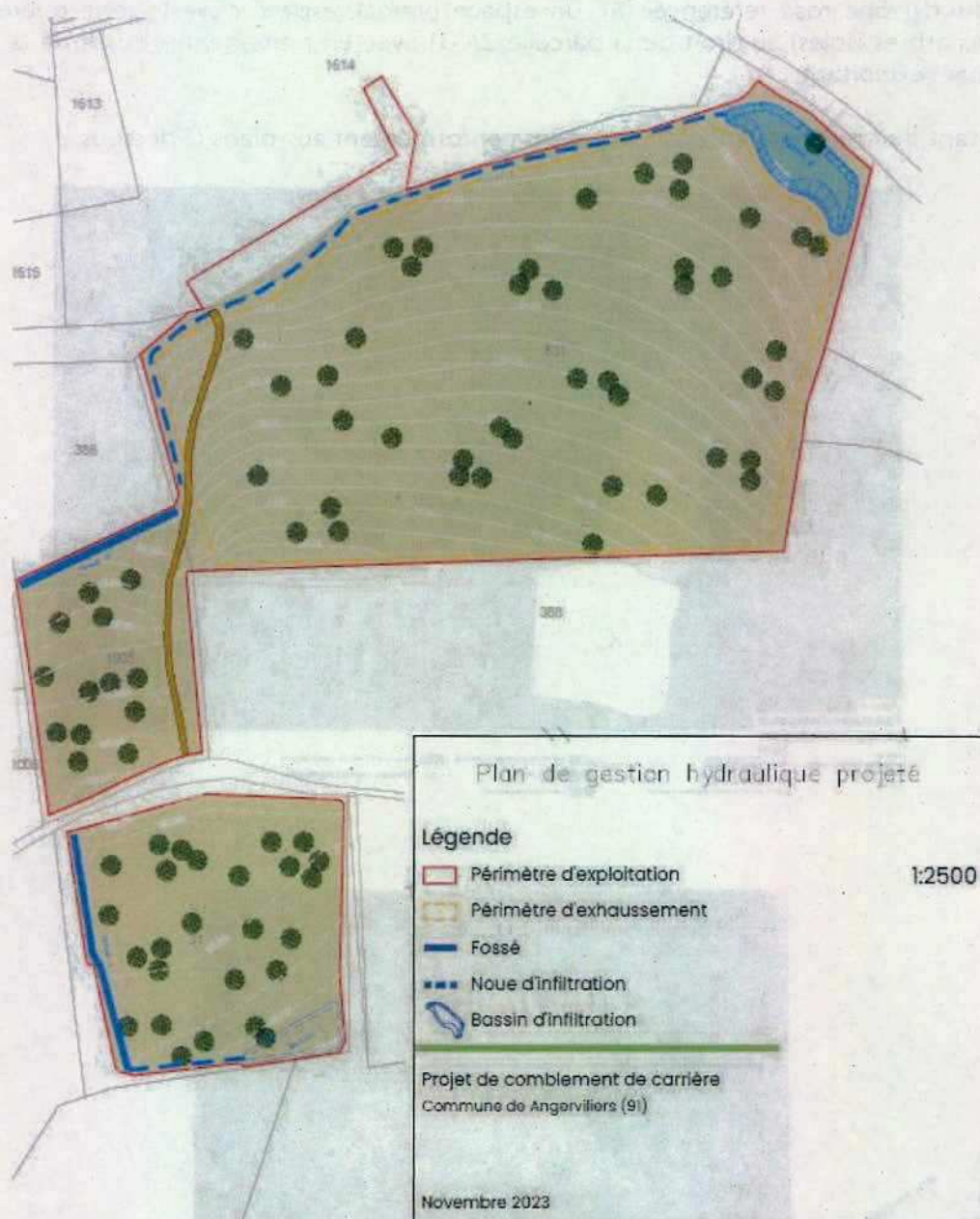
Le remblaiement de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux.
La remise en état du site peut être réalisée avec l'apport de matériaux extérieurs au site. »

B/ L'exploitant, dans le cadre de son plan d'aménagement, doit se rapprocher au maximum des courbes de niveau identifiées sur le plan ci-dessous :



Article 5 : Écoulement des eaux superficielles

L'exploitant doit mettre en œuvre un système de stockage et d'infiltration organisé par un réseau de noues périphériques et de 2 bassins complémentaires présentés ci-dessous.



La collecte des eaux s'effectue uniquement par gravité.

Les noues sont réalisées afin de s'intégrer à leur environnement. Les noues sont végétalisées. L'exploitant apporte une attention particulière à la noue située à l'ouest de la parcelle ZA 31.

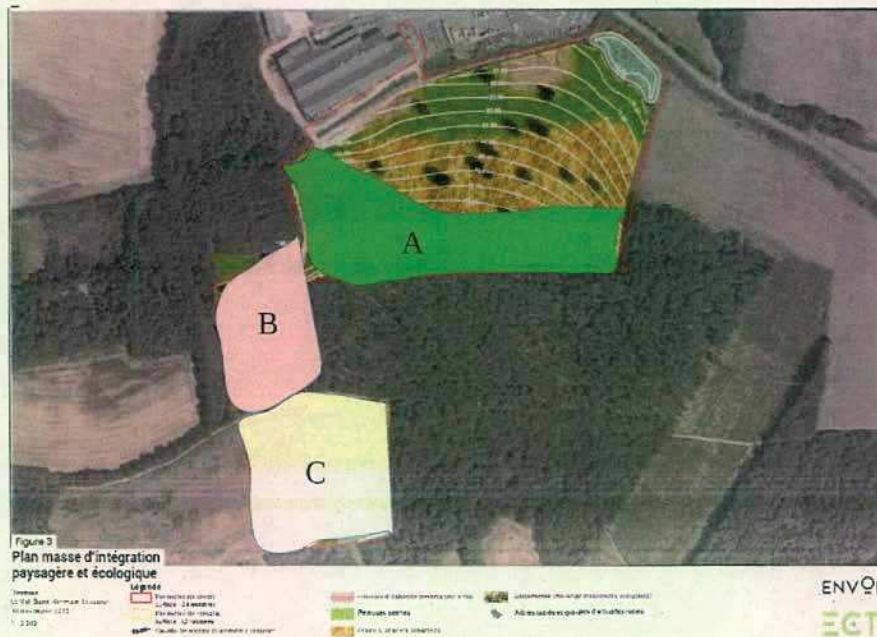
La profondeur des noues ne dépasse pas 1,3 m de profondeur. Les bassins d'infiltration sont réalisés de manière à ce que leur profondeur ne dépasse pas 1 m afin de limiter des pratiques illicites de baignade.

Article 6 : Mesures prises pour l'intégration paysagère

L'exploitant implante, au sud de la parcelle 831, des boisements (arbustes et arbres) de manière à renforcer la lisière forestière actuelle (cf zone verte 1^{er} plan ci-dessous : zone référencée A).

Un reboisement piqueté de la parcelle 1005 est opéré afin d'assurer la continuité forestière est-ouest et nord-sud (zone rose référencée B). Un espace prairial (espace ouvert (zone référencée C) avec quelques arbres isolés) au droit de la parcelle ZA 31 avec un traitement arbustif de la lisière Est, est réalisé par l'exploitant.

L'exploitant doit remettre en état les terrains conformément aux plans ci-dessous.



Merlon de matériaux à régaler sur la parcelle ZA 31

Merlon :
Matériaux à
régaler sur la
parcelle ZA 31

- Zone de plantations d'arbustes

Les boisements réimplantés comprennent à la fois des jeunes plants forestiers pour la constitution des boisements, des baliveaux ainsi que des sujets plus grands en arbre isolé ou en cépées. Les essences retenues pour les boisements sont des essences locales.

Pour la re-végétalisation du site, il est prévu la mise en œuvre de substrat fertile sur une épaisseur de 50 cm.

Article 7 : Clôtures

Sur la partie nord (parcelle 831), pour l'intégration paysagère et écologique, des clôtures de type URSUS sont maintenues, tout comme la végétation existante périphérique, à l'exception de :

- la clôture présente le long du linéaire sud boisé (de manière à permettre la perméabilité du site pour la faune).
- par ailleurs, l'exploitant recherche au maximum à limiter la présence d'une clôture le long des parcelles 821 et 138.

Le flanc nord de la parcelle ZA 31 est clôturé (clôtures de type URSUS ou haie arbustive et d'épineux). Le reste de la parcelle n'est pas clôturé.

Le flanc sud de la parcelle 1005 est clôturé (clôtures de type URSUS ou haie arbustive et d'épineux). Le reste de la parcelle n'est pas clôturé.

Article 8 : Tracabilité des matériaux extérieurs et acceptation sur site

L'apport de matériaux inertes respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.

Les plans d'eau étant déjà comblés, les matériaux inertes externes serviront au réaménagement de la partie nord.

CODE DECHET	DESCRIPTION	RESTRICTION
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.

La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document prévu supra par les informations minimales suivantes :

- la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;
- la date et l'heure de l'acceptation des déchets.

L'exploitant tient à jour un registre d'admission pour chaque lot entrant, comprenant les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'installation :

- la date de réception ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle des matériaux acceptés ;
- les données issues de l'analyse chimique des matériaux acceptés lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;
- le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement ;
- la quantité en tonne ou en m³ ;

c) Concernant l'origine et le transport :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial ;
- la ou les parcelles cadastrales du lieu de production avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;
- la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des matériaux ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les matériaux acceptés sont gérés par un courtier ou un négociant ;

d) Concernant l'opération de traitement :

- le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets.

Outre les éléments visés à **l'arrêté ministériel du 31 mai 2021** sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- l'accusé d'acceptation des déchets ;
- le résultat du contrôle visuel et celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

L'exploitant réalise une vérification de la radioactivité des chargements avant leur dépôt.

Article 9 : Vérification

Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.

Une zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversements des bennes qui les transportent. Une benne ne peut pas être déversée en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.

Article 10 : Dispositions particulières pour les déchets dits K3+

L'exploitant est en capacité de justifier à l'inspection des installations classées les zones de dépôts des déchets dits K3+. La zone de dépôts dits K3+ est géolocalisée.



L'exploitant est autorisé à mettre en œuvre la procédure relative au dépassement des seuils sur lixiviats des déchets inertes de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 sur tous les paramètres excepté les phénols (cf tableau ci-dessous). Les déchets dits K3+ acceptés doivent par conséquent respecter les critères suivants :

		Seuils sollicités	
	Paramètres	Seuils K3	Seuils dérogatoires K3+
		(mg/kg de MS)	(mg/kg de MS)
Valeurs sur lixiviats	As	0,5	1,5
	Ba	20	60
	Cd	0,04	0,12
	Cr total	0,5	1,5
	Cu	2	6
	Hg	0,01	0,03
	Mo	0,5	1,5
	Ni	0,4	1,2
	Pb	0,5	1,5
	Sb	0,06	0,18
	Se	0,1	0,3
	Zn	4	12
	Chlorure	800	2 400
	Fluorures	10	30
	Sulfates	1 000	3 000
	Indice phénols	1	1
	COT	500	500
	Fraction soluble	4 000	12 000
Valeurs sur contenu total	COT	30 000	60 000
	BTEX	6	6
	PCB	1	1
	Hydrocarbures (C10-C40)	500	500
	HAP	50	50

Article 11 : Rapport fin de travaux

La société ECT SAS établit un rapport final transmis à l'inspection des installations classées sous 1 mois à partir de la fin du remblaiement.

Ce rapport contient a minima :

- le nouveau plan topographique ;
- le plan des plantations réalisées ;
- la quantité de déblais utilisés ;
- la justification de la provenance des déblais ;
- l'ensemble des informations du remblaiement ;
- la description des incidents et accidents, le cas échéant.

L'exploitant devra transmettre un dossier de cessation d'activités avec les attestations ATTES SECUR - ATTES MEMOIRE - ATTES TRAVAUX, conformément aux articles R. 512-39-1 à 3 du code de l'environnement.

Article 12 : Surveillance des eaux souterraines

L'exploitant s'engage à suivre la qualité des eaux souterraines conformément à la norme NF X31-615, au droit de son réseau de piézomètre et au moins 4 fois par an (en période de hautes eaux et de basses eaux, mais également en période intermédiaire). Les analyses sont réalisées, pour les métaux, avec des LQ abaissées (de l'ordre de 1 µg/L au maximum, et moins encore pour le mercure).

Les résultats du suivi de la qualité des eaux souterraines sont à comparer aux résultats effectués avec HYDROTEX. En cas d'écart entre ces résultats, le pétitionnaire doit en informer l'administration et à mettre en œuvre, si besoin, les actions correctives nécessaires.

L'exploitant doit suivre la qualité des eaux souterraines via un réseau de 3 ouvrages au minimum. L'exploitant doit par ailleurs réimplanter un nouveau piézomètre au nord de la future zone de stockage de déchets K3+ afin de disposer d'un amont hydraulique. Cet ouvrage doit être réalisé avant le dépôt des premiers mètres cubes de déchets K3+.

La surveillance s'effectue pendant la phase de réaménagement de la carrière ainsi que sur l'année suivant la fin des travaux. Dans le cas où aucune anomalie n'est détectée, la surveillance est arrêtée à l'issue de ces 2 années de surveillance.

Article 13 : Garanties financières

L'exploitant justifie de la constitution de garanties financières en transmettant à Madame la Préfète dans un délai maximum d'un mois à partir de la notification du présent arrêté, le document attestant la constitution des garanties financières pour la période considérée.

Le montant de la garantie financière, pour cette prorogation de l'exploitation du site, est d'un montant de 285 011 Euros.

Article 14 : Prorogation

L'échéance du droit d'exploiter la carrière sur les communes du Val-Saint-Germain et d'Angervilliers, spécifiée à l'alinéa « durée de l'autorisation » de l'article I-3 de l'arrêté préfectoral n° 2007.PREF.DCI3/BE.0075 du 6 avril 2007, est prorogée jusqu'au 31 décembre 2026.

Article 15 : Trafic routier

L'exploitant ECT prend les dispositions nécessaires afin de limiter l'impact de ses travaux de réaménagement sur la circulation routière locale.

A cet effet, l'exploitant organise les transports de sorte à lisser le trafic routier de son chantier à hauteur de 30 camions/jour pendant 12 mois (et au maximum jusqu'au 31/12/26) tout en aménageant les horaires pour éviter les pics de circulation induits par les deux autres sociétés présentes sur la zone (le palettier Mayaj du groupe Selva et les cars SAVAC).

Une première phase de transport peut avoir lieu entre 6h et 8h puis après la pointe du matin (définie actuellement entre 10 h et 13h pour la société Mayaj). En dehors des périodes précisées ci-avant, l'exploitant limite le trafic des camions liés à son chantier au strict nécessaire.

L'exploitant exerce une surveillance de ses prestataires de transport quant au respect des horaires et tient informées les mairies du Val-Saint-Germain et d'Angervilliers des résultats de ces contrôles.

Les dispositions du présent article pourront être adaptées après avis favorable de l'inspection des installations classées pour tenir compte des éventuelles évolutions des trafics locaux en particulier des trafics poids-lourds.

Article 16 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1^{er} à 15 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 17 : Publicité

En vue de l'information des tiers, conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- Une copie du présent arrêté est déposée dans les mairies du VAL-SAINT-GERMAIN et d'ANGERVILLIERS et peut y être consultée,
- Un extrait de cet arrêté est affiché en mairies du VAL-SAINT-GERMAIN et d'ANGERVILLIERS pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires et adressée à la préfète de l'Essonne,
- L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Essonne, au recueil des actes administratifs de la préfecture, pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 18 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, par voie postale (56 avenue de Saint-Cloud, 78011 Versailles) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>) :

– par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

– par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Essonne, dans les conditions prévues à l'article R. 181-44 du même code.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Conformément à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, l'auteur du recours est tenu, sous peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci d'une part à l'auteur de la décision, la Préfète de l'Essonne à l'adresse suivante (Mme La Préfète de l'Essonne – DCPAT/BUPPE – TSA 51101 - 91010 ÉVRY-COURCOURONNES Cedex) et d'autre part au bénéficiaire de la décision (Société ECT D 401 20 route du Mesnil Amelot 77230 VILLENEUVE-SOUS-DAMMARTIN). La notification doit être effectuée par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de 15 jours francs à compter de la date de dépôt du recours contentieux. Cette formalité est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée, justifiée par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Préfète de l'Essonne – DCPAT /BUPPE – TSA 51101 - 91010 ÉVRY-COURCOURONNES Cedex ou hiérarchique auprès du Ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature - 92055 Paris-La-Défense Cedex, dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus. **Toutefois, dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif, l'auteur du recours est tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision, selon les modalités fixées au paragraphe précédent, sous peine de non prorogation du délai de recours contentieux.**

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès de la préfète, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation, des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La préfète dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut, la réponse est réputée négative.

S'il estime la réclamation fondée, la préfète fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

Article 19 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture,
Les inspecteurs de l'environnement,
Les maires du VAL-SAINT-GERMAIN et d'ANGERVILLIERS,
L'exploitant, la société Enviro-Conseil et Travaux (ECT),
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est transmise pour information à Messieurs les sous-préfets d'ÉTAMPES et de PALAISEAU.

Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général


Johann MOUGENOT